



Europolitique (quotidien Français)

Vendredi 14 Janvier 2011

## GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE : LE SEMESTRE EUROPÉEN PERÇU COMME UNE MENACE POUR LA DÉMOCRATIE

**AUTEUR:** Sophie Petitjean

**RUBRIQUE:** N° 4119

**LONGUEUR:** 293 mots

Le nouveau cycle de gouvernance économique, lancé le 12 janvier sous forme d'un "examen de la croissance", prend une tournure anti-démocratique : c'est ce que dénoncent la présidente de la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen, **Pervenche Berès** (S&D, France), et les syndicats européens. L'appel de la Commission invitant entre autres les États membres à réduire leurs dépenses de plus de 0,5 % du produit intérieur brut chaque année (Europolitique n° 4118) est vue comme un affront par les défenseurs de l'acquis social.

" En sacrifiant le modèle social européen sur l'autel de la rigueur, la Commission prend le risque de détruire les stabilisateurs automatiques dont l'utilité face à la crise a été reconnue ", a déclaré **Pervenche Berès**, accusant la Commission européenne de José Manuel Barroso de se soumettre à la doctrine des marchés financiers. Elle parle " d'un changement profond du pacte social entre les citoyens européens et leurs gouvernements dénué de tout fondement démocratique ".

La Confédération européenne des syndicats (CES) hausse également le ton. Après avoir accusé la Commission d'interférer illégalement dans la mise en œuvre des plans de sauvetage de l'UE et du FMI en Grèce et en Irlande, la CES parle ouvertement d'un risque de " conflit avec la démocratie ". " Les mauvaises dettes des banques et leur transfert vers les comptes publics n'ont pas permis aux pays de respecter les règles actuelles. Donc, à moins d'une exceptionnelle période de croissance, certains ne pourront toujours pas respecter des règles plus strictes d'ici 2013 ", met en garde le secrétaire général de l'organisation, John Monks. Selon lui, " c'est là que réside la source d'un conflit à l'encontre de la démocratie ".